

La Voix de l'Émigration

JOURNAL DU REGROUPEMENT DE L'ÉMIGRATION MARTINICAISE

N° 1 -

1968

Abonnement annuel : 8 F
Abonnement de soutien : 15 F
Le numéro : 0 F 50

Directeur de la Publication :
Marcel MANVILLE
19, rue VERNIER, PARIS-17°

EDITORIAL

L'ÉMIGRATION ET LE CONGRÈS DU PEUPLE MARTINICAIS

" Je hais ces coeurs pusillanimes qui, pour trop prévoir les suites des choses n'osent rien entreprendre. " MOLIERE (Les fourberies de Scapin)

Une fois de plus les Martiniquais résidant hors de leur pays, se tournent vers les forces anticolonialistes, qui se battent sur place pour le changement de statut et leur demandent de tout mettre en oeuvre pour qu'enfin l'année qui bientôt commence, soit celle de l'unité définitivement scellée de notre peuple, pour étudier les grands problèmes de son avenir politique immédiat.

En effet, à l'heure où en France le pouvoir entreprend une grande réforme administrative, qui sans aucun doute même si elle ne peut résoudre la question politique posée aux Antilles, aura une incidence certaine sur les conditions dans lesquelles notre pays est gouverné, il est nécessaire que les Martiniquais interviennent dans le débat.

Régionalisation, décolonisation de la province, clament urbi-et-orbi les tenants du pouvoir.

Or, s'il est souhaitable de réformer dans l'hexagone, c'est pour nous aux Antilles un impératif catégorique. Tout y invite le gouvernement : l'environnement géographique, les difficultés économiques, les réalités ethniques et culturelles.

Mais une fois encore, les Antillais sont les laissés pour compte, une fois encore, nous sommes les oubliés de cette "décolonisation maison".

En tout cas, c'est le même mépris, la négation systématique des aspirations de notre communauté.

Les élus de la préfecture et de la fraude sont les muets du sérail : aucune déclaration, aucune étude du problème posé dans leur prétendu "Combat" de la Martinique française.

Mais il nous faut déplorer surtout que nos frères qui tiennent sur place les créneaux, par suite de désaccords qui nous paraissent subalternes et de retards trop prolongés à tenir ces grandes assises de l'unité martiniquaise et par projection de l'unité antillaise, ne disent rien en commun à notre peuple face à ces projets de réforme.

Nous ne sommes pas des donneurs de leçons, mais nous avons le droit de nous interroger et de les interroger sur ce silence.

Dès 1967, le comité préparatoire du premier congrès du peuple martiniquais, s'était constitué.

De nombreuses commissions s'étaient mises au travail, puis une sorte de mise en sommeil que rien ne saurait justifier.

Les élections sénatoriales récentes ont montré quoi qu'on pense de l'opportunité de mobiliser notre peuple, ont fait apparaître au grand jour des divergences qui eussent été sans doute transcendées dans le cadre d'un front martiniquais.

Nous émigrés martiniquais, peut-être par notre situation objective nous ressentons plus que quiconque, la nécessité vitale de l'unité.

Nous sommes en effet, par notre présence ici, sur une terre qui n'est pas la nôtre, sensibilisés sur le regroupement des forces qui, à la Martinique, tiennent les destinées de notre pays.

Mais l'expérience vécue, nous enseigne l'importance décisive de cette unité.

(Suite p. 3)

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DU 22 NOVEMBRE 1968

Le 22 Novembre s'est tenue au 44 rue de Rennes, l'Assemblée Générale de notre organisation sous la présidence de Mademoiselle Modeste.

Le camarade Césaire, député de la Martinique, bien que légèrement souffrant était venu participer à nos travaux.

Le rapport moral fut présenté par Fanon qui dressa le bilan de l'année écoulée et insista plus particulièrement sur la vie du journal.

LE JOURNAL

En effet le journal qui est l'organe du mouvement est aussi le lien indispensable des émigrés entre eux et aussi entre les compatriotes restés au pays et nous-mêmes qui sommes expatriés.

Nos lecteurs savent que la "Voix de l'Emigration" d'une année sur l'autre a gagné en régularité malgré les difficultés qui tiennent à toute publication dont les ressources sont limitées et les collaborateurs bénévoles.

Tout au cours de l'année nous avons essayé autant que faire se peut, de coller à la réalité de notre communauté et de ses problèmes quotidiens. La vie à la Martinique n'a pas pour autant été négligée.

SES GRANDES RUBRIQUES

Les lignes de force autour desquelles s'organise chaque numéro sont :

- la dénonciation de la politique de déportation mise en oeuvre par le BUMIDOM
- la dénonciation de la discrimination et du racisme envers nos compatriotes, avec comme corollaire notre action devant les Administrations et les Tribunaux pour faire respecter nos droits ;
- les propositions pour le statut futur de notre pays, en relation avec les organisations anti colonialistes militant à la Martinique.

L'audience du journal s'élargit et il est réclamé au Japon et même en Alaska à Anchorage où nous avons un abonné.

SA DIFFUSION

Puis Madame Zozime, plus particulièrement chargée de la diffusion du journal et de son expédition aux abonnés et adhérents exposa, avec compétence et autorité les difficultés pratiques auxquelles elle se heurtait.

La Commission de diffusion, à l'origine se composait de 7 membres. Mais en fait, seuls trois camarades ont assuré le routage. C'est un très gros travail matériel et elle lance un appel pour renforcer la commission de diffusion. Quelques camarades se sont inscrits mais en nombre insuffisant et nous demandons à nos adhérents, désireux de nous aider de se faire connaître chez le camarade Manville qui transmettra.

LES "DEFALCATIONS" DANS L'ASSISTANCE PUBLIQUE

Puis Manville avec son brio habituel et sa passion coutumière retraça les difficultés des aides-soignants antillais et la honteuse procédure de la "DEFALCATION".

Les actions entreprises, tant auprès des autorités administratives qu'auprès des tribunaux ont contraint pratiquement l'Administration des Hôpitaux à abandonner cette pratique.

INTERVENTION DE CESAIRE

Ensuite Césaire intervint pour féliciter le R.E.M. de son dynamisme, de la rigueur de ses analyses ainsi que de la pertinence de ses actions. Il nous renouvela toute sa solidarité et l'intérêt qu'il portait au développement et à la structuration de "l'avant-garde" martiniquaise.

Après avoir rappelé que ce sont les diverses émigrations qui ont facilité et hâté la prise de conscience des peuples pour leur libération il formula des vœux pour le développement et le rayonnement du R.E.M.

LES VOYAGES VACANCES

Dormier prenait alors la parole pour demander à Césaire quelle suite il avait donné à la lettre du bureau du R.E.M. relative aux voyages-vacances. Césaire répondit que le Ministre avait accepté de discuter d'une question orale qui avait été déposée par Cerneau, député de la Réunion et qu'il devait intervenir à cette occasion. Mais au dernier moment le Ministre a refusé le débat. Césaire promet de déposer une question écrite. Il nous suggère toutefois d'adresser une lettre analogue au nouveau ministre des D.O.M. Ce dernier serait parait-il très ouvert et favorable à une recherche, sans exclusive, de toutes les possibilités d'améliorer les conditions de vie des Antillais en France.

L'Assemblée Générale a estimé que cette suggestion pouvait être retenue et a donné mandat au bureau pour entreprendre cette démarche.

SITUATION FINANCIERE

Les comptes furent très rapidement rendus par Menil qui remplaçait au pied levé le trésorier Alikier, empêché.

La situation financière n'est pas brillante, les cotisations rentrent difficilement et la vente des cartes, les abonnements et la vente du journal n'arrivent pas à couvrir les diverses dépenses et le paiement du journal est en partie pris en compte par les membres de la commission exécutive.

LES DEBATS

Puis des débats très animés s'instaurèrent autour des thèmes suivants :

- I - L'unité entre les diverses émigrations pour constituer un seul mouvement.

Jouanelle qui soutenait cette proposition faisait excellent ressortir que les problèmes étant communs pour ne pas dire identiques, et devant affronter le même adversaire, nous éparpillons nos efforts, notre impact et nous nous condamnons par là-même à une efficacité réduite.

DIFFICULTES DE L'UNIFICATION

PRECHEUR expliqua que nous n'exposions aucune exclusive aux camarades des autres territoires des D.O.M. Qu'en présence de courants idéologiques divergents qui tiraillaient ces diverses émigrations, il avait paru plus réaliste que chaque communauté s'organise autour d'un ensemble de points communs, et fonde un Regroupement. Ensuite rien ne s'opposerait à ce qu'une organisation commune puisse regrouper les diverses associations d'émigrés en un cartel unique.

POSSIBILITES ACTUELLES

Après des échanges de vues passionnés, il est apparu en définitive que la situation a évolué et que les conditions objectives sont actuellement réunies pour faire un pas en avant.

L'Assemblée a formulé le vœu que des contacts soient pris avec les représentants des émigrations réunionnaise, guadeloupéenne et guyanaise pour rechercher les possibilités d'une action commune permanente.

LES EVENEMENTS DE MAI ET NOTRE MOUVEMENT

Lafare, tout en accordant un satisfécit à l'action du R.E.M. pour l'année écoulée regretta cependant que durant les événements de Mai, notre organisation ait été apparemment prise de court et n'ait pu effectivement rassembler les Martiniquais pour leur expliquer ce qui se passait et leur proposer des mots d'ordre et des actions concrètes à mener.

Les occupations de l'Amitag et du Bumidom se sont effectuées en dehors de nous et ce n'est que le lendemain que nous en fûmes avisés.

A son avis cette carence montre que nous n'avons pas pu prévoir l'évènement et surtout que les structures actuelles du R.E.M. sont insuffisantes pour faire face à des situations exceptionnelles.

Fanon et Manville répondirent qu'il était exact que les événements de Mai-Juin ont surpris. Pas seulement les dirigeants du R.E.M. mais encore tous les Partis politiques français et le Gouvernement lui-même a été pris de court.

Au demeurant, agitation étudiante au début, donc loin des préoccupations habituelles des membres et sympathisants du R.E.M. C'est seulement quand les ouvriers ont relayé et développé la revendication fondamentale que nous participâmes à l'action dans la mesure de nos moyens. Il n'en demeure pas moins qu'à la faveur de ces événements, il apparaît comme une nécessité de renforcer les structures existantes et Lafare a été invité à nous aider dans notre tâche. Ce qu'il a accepté de faire.

LA REGIONALISATION

Puis la question de la régionalisation a été évoquée par Modeste. Mais compte tenu de l'heure tardive, à l'unanimité, il a été décidé de préparer une réunion pour exposer les principes qui conditionnent cette réforme et son application éventuelle à la Martinique.

A cette assemblée extraordinaire seront invités les représentants des autres émigrations.

A l'issue de cette très belle réunion, d'excellente facture, dix nouveaux adhérents ont pris leurs cartes.

(suite de la première page)

Faut-il rappeler ici, à nos frères et sœurs de la Martinique la panique de tous les intégrés, de tous les prébendiers du système lorsqu'en l'année 1967, nous avons tous ensemble projeté de tenir notre congrès.

Une fièvre s'était emparée de ceux qui ne se sont jamais préoccupés d'aller parler au peuple, hors la période électorale pour piper des voix. Ils tenaient meeting dans toutes les communes de l'île, en plein mois d'août, pour soi-disant barrer la route aux prétendus "séparatistes".

Leur peur est là pour nous donner la mesure de notre tâche.

Nous lançons un appel solennel à toutes les organisations anticolonialistes de la Martinique et à notre peuple afin que 1969 soit l'année du congrès qui permettra de faire le bilan de nos faiblesses, de nos erreurs, mais aussi l'année de notre irrépressible espérance dans le destin de notre peuple martiniquais qui doit forger les armes de sa libération.

LE COIN DES POETES

MON PEUPLE

Gueulons mon peuple,
L'heure est arrivée et nous avons le temps !
Ensemble comme une chorale
Que notre voix perce les montagnes
Les échos sont là c'est deux peuples qui gueulent !
Gueulons pour Delgres, Schœlcher, Marie-Sainte et
les autres.

Que notre cri soit entendu par les fils du Vietnam,
Les enfants de Harlem, nos frères de combats,
Gueulons pour ceux qui naissent et succombent,
A la mafia des charlatans
Pour tous les petits du monde qui, les jours de Noël
N'ont jamais de jouets.

Que nos bourgeois, les laquais, ces honnêtes gens ;
Perchés sur leur piédestal frémissent à nous entendre.
Qu'ils égorgent, maltraitent, mitraillent et mitraillent
Notre voix sera plus forte que le peureux bruit de leurs
armes.

Ils peuvent arrêter, déporter,
C'est creuser leur tombeau.

A leur enterrement, nous serons tous présents
Avec la joie au coeur.

Que leurs traces disparaissent, sous les pas de nos jeunes
L'heure est arrivée mon peuple ! A notre pendule de fièvre
Les aiguilles doivent s'arrêter et nous prendrons le temps
De les remettre en marche.

Célestin.

Nous invitons nos adhérents, amis et sympathisants
à l'après-midi culturel, suivi de bal, organisé :

le dimanche 19 Janvier de 15h à 24 heures

au 44, rue de Rennes, PARIS 7e
Métro Saint Germain des Prés

Spécialités gastronomiques antillaises

le courrier des lecteurs

VICTIMES ET COMPLICES DU BUMIDOM

Je suis une antillaise, c'est-à-dire une femme qui pendant 25 ans, à la Martinique ne pensait qu'à une chose : partir pour France.

Avec le recul il est difficile d'expliquer ce que la France voulait dire pour moi. Trop de désillusions, trop de brimades, trop de nuits dans ma petite chambre au 6e, seule, assise sur le bord de mon lit à pleurer, à pleurer, sans rien pouvoir faire d'autre. Pas la force de me révolter. Pas la force de me plaindre. Pas la force de voir clair en moi. Aussi la notion de la France que j'avais au départ de Fort-de-France est en quelque sorte escamotée, irréaliste, inaccessible. Et en définitive, c'est bien cela. La France c'était pour moi l'inaccessible, le désir placé très loin. Et actuellement encore c'est cela. Avec la prise de service à l'hôpital à six heures, dans le jour triste et sale. Le métro où on est si serré et si seul. L'arrivée en courant à côté de collègues qu'on voit à peine et la crainte de la surveillante, agressive, ou tout simplement acerbe.

Et le train-train quotidien, qui au fil des heures déroule sa monotonie. Infirmière ! Quelle rigolade ! Loïn des promesses et il y a autant de distance entre le travail promis à Fort-de-France qu'entre Carbet et Paris.

Et puis elle est vraiment très triste la France ? Triste comme un pays où les gens n'ont pas le temps de rire, où on perd le goût de rire. Où le rire éclate presque comme une inconvenance. Où rire est mal élevé, où vous regarde comme une chose curieuse.

Mais pourquoi je dis tout cela ? Au fond je ne suis pas si mal depuis que je suis aux cuisines. Vraiment les salles d'hosto me donnent la nausée. Les cuisines aussi d'ailleurs, mais au moins là, on peut rester avec soi-même.

Mais je plains mes jeunes compatriotes qui seront comme moi prises au piège du BUMIDOM et cela me fait peur. Car je me dis que c'est grâce aussi un peu à cause de ma lâcheté, car enfin j'ai plus d'une fois écrit à mes parents et à mes amis que TOUT ALLAIT BIEN. Coupable oui, je le suis autant et peut-être plus que le BUMIDOM. Car somme toute, ces gens-là font leur boulot et ils sont payés pour. Ils croient même qu'ils font du bien et ils ne comprennent pas que nous soyons malheureux ici. Tandis que moi, je suis une complice gratuite. Aussi j'ai décidé d'essayer d'expliquer à mes camarades que nous devons nous réunir pour rompre cette espèce de conspiration du silence sur notre vie ici. Il nous faut mettre fin à cette espèce de complicité passive qui fait de nous des agents du BUMIDOM.

En définitive, je crois que nous devons nous-mêmes nous aider en nous rassemblant pour définir avec nos camarades français et antillais le sens que nous devons donner à notre action

Pliss nous ké émpil pliss nous ké fo.

C'est une des conditions de l'amélioration de notre vie en France et de notre retour bo kaille meus, si nous le désirons.



RHUM MARTINIQUE
"La Mauny"
mis en bouteilles
à la propriété.
par le propriétaire

En vente par SODIBRAM à la boutique
"AUX DEUX CREOLES"
37, RUE DAUPHINE - PARIS-6^e TEL : 633.20.60

Nos adhérents auront droit à une réduction
sur présentation de la carte.

POUR TOUTES LEURS ASSURANCES
ET LEURS PROBLEMES DE CREDIT AUTOMOBILE

**Tous les compatriotes
me font confiance**

POURQUOI PAS VOUS ?

Georges MARTIAL

Assureur Conseil

68, rue du Moulin de la Pointe PARIS 13^e - Tél. 770-75-18

APPEL

A

L'ADHESION

Martiniquais qui vivez hors de votre pays, ce journal est le vôtre,
le R.E.M. est votre organisation

BULLETIN D'ADHESION

à adresser à Monsieur Marcel MANVILLE - 19, rue Vernier, PARIS 17^{ème}

NOM : Prénom :

Profession :

Adresse : Tél. :

Imprimerie COPEDITH - 70, rue de Flandre, PARIS XIX^{ème}

La Voix de l'Emigration

JOURNAL DU REGROUPEMENT DE L'EMIGRATION MARTINICAISE

N° 1 - JANVIER-FEVRIER 1970

Abonnement annuel : 10 F
Abonnement de soutien : 20 F
Le numéro : 0 F 50

Directeur de la Publication :
Marcel MANVILLE
19, rue VERNIER, PARIS-17

NOS VOEUX POUR 1970

Nos compatriotes émigrés ne seront pas étonnés qu'en guise de voeux protocolaires, et pour eux dérisoires, nous leur présentions à la fois un bilan et un programme d'action.

Voici maintenant plus de 4 ans que le R.E.M. est né de l'initiative de quelques Martiniquais conscients et désintéressés.

Beaucoup criaient au scandale parmi les nantis et les pusillanimes. Comment oser se comparer à des émigrés, nous qui avons parfaitement réussi : avocats, médecins, professeurs, ingénieurs, cadres de l'Administration française. Pour ceux-là il n'y a pas de problème, sous les lambris de leurs appartements et dans leurs quartiers résidentiels, l'assimilation avait parfaitement réussi.

Les émigrés de la faim, les contractuels des PTT, les intermittents des hôpitaux parisiens, filles de salle et éplucheuses aux cuisines licenciées sans préavis, et sans ménagement, tout cela ce sont des péripéties.

Les quelques arbres qui empêchent de voir l'immense forêt de la réussite de ces Antillais aliénés pratiquant la politique du rémanent.

Quant aux autres, les moins chanceux, les moins nantis, ils répétaient comme des perroquets qu'ils étaient des Français à part entière. Ils espéraient, eux aussi, leur part du gâteau.

Ils jetaient un masque pudique sur leur propre misère, et leur dénuement qui n'atteignent pas toujours les limites extrêmes de la détresse de leurs frères africains, dont la dernière tragédie à Aubervilliers a rappelé que l'émigration des plus déshérités, et des plus pauvres constitue un scandale permanent.

L'entreprise était donc hasardeuse, mais la réalité finit par avoir le pas sur la fiction. Et c'est ainsi que d'année en année, autour de l'équipe de pionniers se sont groupés les travailleurs, les petits fonctionnaires salariés de l'Etat, à l'emploi précaire, et aussi il faut le dire quelques compatriotes courageux et conscients qui, bien qu'ayant pignon sur rue nous ont rejoints pour défendre nos frères humiliés, les desesperados qui ont quitté nos tropiques ensoleillés, pour courir la folle aventure en France.

Notre voix a survécu grâce aux sacrifices des uns et des autres. Pas une offense à notre dignité, pas une injustice connue de nous qui n'ait été dénoncée au grand jour de l'opinion.

Notre journal, en outre, s'est toujours préoccupé de ce qui se passe dans notre pays. Nous avons été injuriés par un certain journal de l'U.N.R. qui paraît à la Martinique et qui porte par dérision ou par anti-phrase le nom de "Combat". Il apprend chaque jour un peu plus à notre peuple à s'agenouiller et à se vendre pour quelques miettes dérisoires. Mais nous ne sommes pas de la trempe de ceux qu'on effraie en tentant de les calomnier.

Notre action mérite aussi d'être rappelée : nous avons fait porter à la tribune de l'Assemblée Nationale française la question des défalcatons de l'Assistance publique. Nous avons stigmatisé la brutale intervention des parachutistes hollandais à Curaçao et tenu un meeting de protestation à Paris. Nous avons alerté nos compatriotes sur les méfaits de la régionalisation-croupion qui enferme encore davantage notre pays dans le carcan colonial. Récemment nous avons dénoncé la répression qui frappait nos frères en Nouvelle-Calédonie.

(suite page 2)

L'EMIGRATION SUR PLACE

Il y a dix ans les jeunes de la Martinique, de manière spontanée et violente manifestaient leur désarroi et leur refus d'une vie sans espoir.

Il y a dix ans, en réponse à une provocation et à une répression typiquement colonialistes, les jeunes de Fort-de-France réagissaient violemment, faisaient brusquement irruption dans la vie de notre pays et posaient la question de leur place dans cette société où rien n'était prévu pour eux.

Les fossiles du Conseil Général submergés, prirent peur et sous la pression de la rue demandèrent la révision du statut départemental. Puis s'endormirent !

Le gouvernement français conscient du problème que poserait fondamentalement cette jeunesse dynamique, pour peu que les partis postulant le changement de statut aient le loisir d'éveiller ces jeunes à la conscience que leur destin est entre leurs mains, définit sa politique dite de migration.

Rapidement, le BUMIDOM vit le jour et, ne lésinant pas sur les crédits, le gouvernement français "planifia" la déportation des jeunes. Depuis 1961 c'est près de 35.000 compatriotes qui furent ainsi transférés en France. Mais le gouvernement transférait en même temps les problèmes, et en créait d'autres. Le voyage en France, par un coup de baguette magique ne crée pas la qualification professionnelle, sans laquelle, en France comme ailleurs, on ne fait que végéter. Et tout naturellement les Antillais occupèrent les postes les moins payés. Ce n'était pas encore du racisme. Mais les souffrances dues à l'inadaptation, les difficultés de se loger, les incompréhensions voire l'hostilité du milieu français nous a conduits à nous poser le problème de notre appartenance réelle à cette France inattendue que nous découvrons au fil de nos déceptions et de notre rancœur.

Suite de la p. 1

Partout présent et partout vigilant, le R.E.M. a bien rempli l'année qui s'achève.

Mais la lutte continue, et au seuil de l'an nouveau il faut que nous nous promettons de tenir sur place dans notre pays le grand colloque sur l'émigration.

Nous souhaitons bon travail à tous ceux qui se battent pour faire aboutir notre droit, notre revendication essentielle à nous déterminer nous-mêmes.

Sur la bonne route et sans défaillance, souhaitons-nous une année de grand succès.

La question de notre défense se posait. Ainsi naquit le R.E.M. Nous sommes ainsi amenés à rechercher les causes réelles, profondes de ce mouvement migratoire voulu et organisé par la France mais aussi s'imposant à nous : la fuite devant la misère entretenue là-bas.

Depuis 1966, date de création du R.E.M., nous avons senti le danger extrêmement grave que constituait pour notre pays cette pratique de dépeuplement.

Cette émigration porte sur les jeunes, hommes et femmes en âge de procréer. La pyramide des âges présente déjà un fort rétrécissement dans la zone de 19 à 35 ans et les couches de plus de 55 ans se sont relativement accrues. Bref, notre population vieillit. En clair cela veut dire que ceux qui demeurent sur place auront, proportionnellement une population inactive plus importante à nourrir.

Nous avons, au R.E.M., combattu avec énergie cette politique du gouvernement qui, incapable de régler les problèmes posés par le sous-développement des Antilles, conséquence de leur dépendance économique et politique prône comme solution le départ vers ailleurs.

Cependant il apparaît que les moyens que nous mettons en oeuvre sont insuffisants et il devenait indispensable de poser le problème sur place, aux Antilles.

C'est pourquoi nous envisageons, en accord avec les organisations ouvrières et patriotiques les plus conscientes, de tenir un colloque à Fort-de-France les 19, 20 et 21 juillet prochain sur les problèmes posés par cette émigration-déportation.

Les contacts ont été pris et nous avons transmis à un certain nombre d'organisations un projet pour l'étude de ce phénomène. Nous avons proposé un certain nombre d'axes de réflexion dès le début du mois de décembre dernier.

Le Parti Progressiste et la C.G.T.M. nous ont fait tenir leurs réponses et l'A.G.T.A.G. étudie notre texte. Mais quel que soit le nombre des réponses reçues nous estimons absolument capitale la tenue de ce colloque et pensons que seules les organisations irresponsables ou timorées ne répondront pas à notre invitation.

Dès maintenant nous ouvrons une tribune de discussion et axerons principalement notre activité de cette année pour le succès de ces travaux.

LE R.E.M. FACE AU RACISME

La fin tragique des cinq travailleurs africains, morts asphyxiés dans leur taudis d'Aubervilliers a rappelé de façon brutale et intolérable les conditions de vie lamentables des travailleurs immigrés.

Une délégation du R.E.M., conduite par les camarades CANDAC, Amélie MICHAUX et MANVILLE, à laquelle s'était jointe Aimé CESAIRE, est allée s'incliner devant les dépouilles mortelles des malheureuses victimes de l'exploitation et du racisme.

Dès la création de notre mouvement, nous avons constamment dénoncé le racisme auquel sont en butte, quotidiennement les Martiniquais obligés de travailler en France du fait de la politique de transfert de population mise en place par le gouvernement.

Nous avons à maintes reprises souligné la similitude de notre situation d'hommes noirs vivant dans une société blanche, industrialisée, en contact avec des hommes à mentalité raciste avec celle des autres travailleurs africains ou maghrébins.

Notre soi-disant appartenance à la "nation française", si elle fait recette dans les discours à l'Assemblée Nationale, ou au cours des "missions d'études ministérielles" est inopérante dans la réalité de la vie quotidienne. Martiniquais, Guadeloupéens, Guyanais, Réunionnais, Africains, aux yeux des Français constituent une seule et même entité "l'étranger", le "bougnoles", le nègre, quoi ! Et cette assimilation beaucoup plus rapide à réaliser se comprend. Objectivement, nous nous ressemblons et nous subissons la même sévère exploitation. Malgré les prises de position généreuses des syndicats ouvriers, il n'en demeure pas moins vrai que les travailleurs antillais sont exposés, en tant qu'hommes noirs aux vexations et discriminations de toutes sortes. Il faut être lucide et sans pour autant tomber dans le narcissisme, nous devons constater que tous les incidents, tous les mécomptes ont un seul et même fondement, le complexe de supériorité, le racisme.

C'est pour lutter plus efficacement contre le racisme qui ressurgit de manière si inquiétante en France et sous des formes multiples que nous avons participé activement aux travaux du dernier congrès national du Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix.

Au cours de ce congrès il a été largement débattu des conditions de vie des travailleurs immigrés. Dans la résolution finale adoptée à l'unanimité, les congressistes après avoir constaté que les travailleurs immigrés sont traités comme des unités de production plutôt que comme des êtres humains, soulignent l'identité de situation des Antillais transportés en France par le gouvernement français.

Avec le M.R.A.P. nous dénonçons l'exploitation systématique de nos compatriotes rendue possible par une évidente complicité des pouvoirs publics et du patronat français et nous adhérons à cette conclusion que les problèmes de migration ne pourront être résolus que par un combat en vue d'une révision d'ensemble des rapports économiques et politiques actuels dans notre pays.

APPEL A LA SOLIDARITE

Nous vous présentons avec quelque retard le numéro de janvier. Ce retard, nous nous en excusons auprès de nos abonnés et de nos adhérents. Nous éprouvons chaque jour des difficultés plus grandes à boucler notre budget "journal". Avec l'augmentation des salaires, du papier, des timbres postes, de la TVA, le coût de chaque numéro a été multiplié par deux. Il a fallu le dévouement de quelques camarades qui nous ont financièrement aidés pour que ce numéro, prêt depuis décembre voie enfin le jour.

Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes, c'est une évidence et nous demandons à nos camarades de faire chacun le sacrifice d'une place de cinéma par trimestre pour garantir la sortie du journal.

ASSEMBLEE GENERALE DU R.E.M.

Nous informons nos adhérents, abonnés et sympathisants que notre Assemblée Générale se tiendra le Vendredi 20 février prochain au 44, rue de Rennes à 21 heures très précises.

Cette assemblée revêt cette année une importance exceptionnelle. En effet, en accord avec les organisations patriotiques et ouvrières les plus conscientes nous tiendrons cet été, les 19, 20 et 21 juillet, à Fort-de-France, un colloque sur l'émigration.

Nous comptons sur votre présence à cette assemblée générale où nous débattrons des modalités pratiques de réalisation de ce colloque.

Nous aurons besoin de votre expérience des problèmes auxquels vous avez été confrontés et de savoir comment vous les avez résolus.

Enfin, comment vous voyez l'avenir pour vous et pour vos enfants dans notre pays.

LE RACISME FRAPPE ENCORE

A La Courneuve une fillette de 13 ans sort de l'école en compagnie de ses camarades. Elle est comme elles à la seule différence que son père et sa mère sont antillais ! Elle est noire !

Les gosses s'arrêtent à la devanture d'une boulangerie pour chahuter. La patronne sort, chasse sans aménité ces fillettes et s'aperçoit qu'il y a dans le lot une négresse. Elle se déchaîne, lui dit qu'elle est une sauvage. La gosse répond qu'elle est noire mais qu'elle est propre. Cette réplique déchaîne la colère, et le patron appelé à la rescousse se précipite et frappe.

L'enfant est blessée sérieusement, le médecin de famille estime qu'il faudra sans doute l'hospitaliser.

Nous suivrons cette affaire avec vigilance et ne laisserons pas sans réagir se perpétuer des actes que l'on pourrait situer en Caroline du Sud.

VENT DE REVOLTE DANS LES DERNIERES COLONIES FRANÇAISES

Les faits sont têtus disait Lénine. On a beau vouloir ruser avec eux, ils se rebellent. La vérité fait craquer tôt ou tard le mensonge.

Les Princes de la Vème République répètent comme une litanie qu'ils ont décolonisé l'Empire ; que les territoires qui restent encore soumis à l'impérialisme français sont devenus comme par magie des départements ultra marins ou des Territoires d'Outre-mer dans lesquels les populations sont plus françaises qu'Asterix et dont la fidélité à la Mère patrie est sans faille.

Djibouti : c'est la remise en question dans la violence ; les élections truquées n'ont rien réglé des problèmes politiques fondamentaux qui se posent dans ce pays qui en a assez d'être en tutelle.

En Guyane, malgré le mirage de la base de Kourou, les protestations de loyalisme du député UNR de raccroc, la population est mécontente.

La police réprime selon le schéma le plus classique et le plus inutile en même temps. Il faut mettre la pensée à l'amende et ce sont les intellectuels que l'on frappe d'abord, ceux qui osent pécher contre l'esprit et la vérité administrative.



LA CLASSE OUVRIERE FRANÇAISE SOLIDAIRE DE NOTRE COMBAT

Dans certains milieux il est souvent répété que la classe ouvrière française se désintéresse des luttes menées aux Antilles, contre l'impérialisme.

Il serait trop long de rappeler ici, la solidarité effective qui s'est toujours manifestée entre la lutte menée en France contre la bourgeoisie et son appareil d'Etat par la classe ouvrière et la lutte menée aux Antilles par notre peuple contre l'impérialisme français et la ploutocratie ouvrière.

S'il est vrai que notre salut ne viendra que de nous-mêmes il est faux de minimiser l'importance de l'appui de nos frères de lutte : la classe ouvrière française.

Dans la dernière période, d'une part la déclaration commune de la C.G.T. et des Fédérations ouvrières antillaises, lors du 37ème congrès de la C.G.T., d'autre part le projet de thèse pour le 19ème congrès du Parti Communiste Français illustrent la solidarité historique entre notre combat et le combat mené en France par la classe ouvrière et son avant-garde organisée.

Une des thèses qui sera débattue lors du congrès des communistes français et qui nous intéresse fondamentalement est la suivante :

" Une démocratie avancée reconnaîtra le droit des peuples de la Réunion, des Antilles, de la Nouvelle-Calédonie à l'autodétermination. "

APPEL

A

L'ADHESION

Martiniquais qui vivez hors de votre pays, ce journal est le vôtre,
le R.E.M. est votre organisation.

BULLETIN D'ADHESION

à adresser à Monsieur Marcel MANVILLE - 19, rue Vernier, PARIS 17ème

NOM : Prénom :

Profession :

Adresse : Tél. :



RHUM MARTINIQUE
"La Mauny"

mis en bouteilles
à la propriété
par le propriétaire

En vente par SODIBRAM à la boutique
"AUX DEUX CREOLES"
37, RUE DAUPHINE - PARIS-6 TEL. : 633.20.60

Nos adhérents auront droit à une réduction
sur présentation de la carte.

POUR TOUTES LEURS ASSURANCES
ET LEURS PROBLEMES DE CREDIT AUTOMOBILE

**Tous les compatriotes
me font confiance**

POURQUOI PAS VOUS ?

Georges MARTIAL

Assureur Conseil

68, rue du Moulin de la Pointe PARIS 13^e - Tél. 770-75-18